

Vœux du MOC Wapi 2017

Le discours du Nouveau Président

Chers représentantes et représentants politiques,

Chers partenaires du MOC,

Chers amies et amis du MOC,

Chers militantes et militants, travailleuses et travailleurs de l'AID-Escale, de Solidarité mondiale, du CIEP, du MOC, de Vie féminine, des Equipes populaires, de la Mutualité chrétienne, et de la CSC,

L'année 2016 que nous venons de vivre peut donner aux progressistes que nous sommes de nombreuses raisons de désespérer.

L'année écoulée a ainsi vu la montée en puissance d'une droite extrême voire d'une extrême-droite, détournant habilement le mécontentement, parfois légitime, d'importantes franges de la population. La victoire de Donald Trump aux élections présidentielles américaines, ou la bonne santé de Marine Le Pen dans les sondages français en sont l'illustration.

L'année 2016 a aussi pu donner l'impression d'une toute puissance du gouvernement fédéral belge, a pu donner l'impression que ce gouvernement fédéral, coalition de centre-droit, avait les coudées franches pour poursuivre son projet de régression sociale, sans doute le plus sévère de l'après-guerre.

Enfin, une part grandissante de la population semble perdre confiance en la politique, ou en tout cas dans le système politique tel que nous le connaissons, basé sur l'existence de partis politiques et sur une démocratie parlementaire avec des représentants issus d'élections. Signe de cette méfiance vis-à-vis de la démocratie représentative « traditionnelle » et des partis politiques, l'idée actuellement en vogue du tirage au sort des députés parmi la population, au lieu d'élections par les citoyens.

Malgré cette année 2016 morose, et pour paraphraser la poète palestinien Mahmoud Darwich, nous souffrons comme progressistes d'un mal incurable appelé l'espoir.

Car l'année 2016 a aussi été émaillée d'événements qui nous poussent à continuer à croire en un monde meilleur, en un monde plus juste, en un monde fait de progrès social, dans un monde où les progressistes ont de l'avenir, obtiennent des résultats, et rendent confiance aux gens !

En premier lieu lorsque nous constatons que le mouvement social, en Belgique, a conservé toutes ses capacités de mobilisation et de résistance, loin d'avoir été mis K.O. par les mesures de régression sociale mises en place par l'actuel et le précédent gouvernement fédéral.

Ainsi, les organisations syndicales belges, dont la CSC, ont pu mobiliser plus de 60 000 personnes dans la rue lors des manifestations nationales du 24 mai et du 29 septembre. Elles ont pu forcer le gouvernement fédéral à d'importantes concessions sur des dossiers essentiels, comme le fameux projet de « loi Peeters », la « réforme » du temps de travail portée par le ministre de l'emploi Kris Peeters. Si la mouture actuelle du projet de « loi Peeters », approuvé avant-hier en commission des affaires sociales de la Chambre, reste tout à fait imbuvable, le gouvernement, sous la pression de la rue, a quand même dû renoncer à deux mesures phares de son premier projet de réforme : l'annualisation du temps de travail et la possibilité pour un employeur de pouvoir prévenir de son horaire seulement 24h à l'avance un travailleur à temps partiel à horaire variable. L'opposition à la « Loi Peeters » ne s'est d'ailleurs pas limitée aux organisations syndicales et à leurs affiliés, vu que de nombreuses associations et organisations féministes, Vie Féminine en tête, ont dénoncé, à juste titre, les aspects machistes, spécifiquement défavorables aux femmes, de cette « loi Peeters », contribuant ainsi à accentuer la pression sur le gouvernement et à forcer celui-ci à d'importantes concessions sur ce dossier.

De leur côté, les mutuelles, dont la Mutualité chrétienne, ont refusé d'approuver le budget 2017 des soins de santé en Conseil général de l'INAMI. Ce faisant, elles ont donné un signal fort et ont contribué à démasquer la politique de santé menée par le gouvernement fédéral et sa ministre de la santé Maggie De Block. Politique de santé qui consiste à rendre les soins de santé plus chers et de moins bonne qualité pour la majorité de la population, tout en détériorant au passage les conditions de travail des travailleurs du secteur de la santé. Ce signal fort des mutuelles commence à porter ses fruits vu que Maggie de Block, longtemps championne des enquêtes de popularité politique, est en chute libre dans ces enquêtes de popularité depuis quelques semaines.

Au niveau wallon aussi, le mouvement social obtient des résultats. Ainsi, au cours de l'année écoulée, le Rassemblement wallon pour le droit à l'habitat, au sein duquel sont notamment actives les Equipes populaires, a obtenu du gouvernement wallon le principe de la mise en place d'un fonds régional de garantie locative. Ce fonds de garantie locative devrait permettre un accès facilité au logement pour les candidats locataires qui sont dans l'incapacité d'avancer le montant de la garantie locative.

Puisque je viens d'évoquer le niveau wallon, j'en profite pour souligner le fait que, contrairement à ce qu'affirment certains, il y a bien une différence entre d'une part la droite, et d'autre part le centre et la gauche. Ainsi, le gouvernement wallon PS-CDH, coalition de centre-gauche, qui est par ailleurs titillé de manière vigoureuse mais constructive par les partis progressistes d'opposition ECOLO et PTB, mène une politique infiniment plus respectueuse du citoyen que celle pratiquée par le gouvernement fédéral. Mais nous serons cependant très attentifs à ce que fera le gouvernement wallon en matière de réforme de la fiscalité wallonne, actuellement en discussion. Pour nous, cette réforme fiscale wallonne doit non seulement rendre la fiscalité wallonne plus équitable, plus juste, reposant davantage sur les hauts revenus, mais aussi procurer de manière substantielle des recettes supplémentaires aux pouvoirs publics wallons. Car vu le contexte du déficit public wallon, si cette réforme fiscale wallonne n'a pas pour résultat d'augmenter les recettes de la Région wallonne, le gouvernement wallon pourrait être obligé de mener une politique d'austérité budgétaire, c'est-à-dire une politique d'équilibrage budgétaire basé sur une réduction des dépenses. Ce qui signifierait moins de services publics et des services publics de moins bonne qualité pour le citoyen wallon.

Je terminerai par un dernier motif d'espoir, qui nous vient du Royaume-Uni. Le cinéaste britannique Ken Loach, multiprimé au Festival de Cannes, connu pour ses films engagés, évoquait récemment dans une interview le fait que le Labour Party, le parti travailliste britannique, depuis qu'il est dirigé par Jeremy Corbyn, a vu le nombre de ses membres

passer de 190 000 à 600 000. Ce qui fait de ce parti le plus important parti social-démocrate en Europe.

Jeremy Corbyn est ainsi en train de redonner le goût de l'engagement politique a toute une génération de Britanniques. Preuve qu'il n'y a pas de fatalité du désenchantement politique, qu'il n'y a pas de fatalité de la méfiance des citoyens vis-à-vis du politique, qu'il n'y a pas de fatalité de la droitisation des esprits.

Sur ces mots, je vous souhaite à toutes et à tous une excellente année 2017 pleine d'engagement et de progrès social.



Benoît Brabant
Nouveau Président du MOC-HO

Le 03 février 2017